

Marché noir de devises : Etat des lieux après "l'opération coup de poing"

La crise monétaire qui s'est installée depuis quelques mois chez nous et qui se traduit par une dévaluation à peine voilée de l'ouguiya et la raréfaction des devises ne semble pas encore trouver une solution. Cette crise qui a atteint son paroxysme avec la montée en flèche des principales devises comme l'euro qui a frisé la barre des 500 UM au marché noir a fini par provoquer la réaction tardive

des autorités qui se sont enfin décidées à jouer aux pompiers. C'est dans ce cadre qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises tout dernièrement pour essayer de parer au plus pressé. Une opération d'envergure a été menée conjointement par les services de la douane et de la police pour juguler les effets pervers du marché noir qui a été rayé de la carte mais pour combien de temps encore?

Ce marché autour duquel gravitaient des milliers de vendeurs de monnaies fortes qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés sur le carreau, n'a pas encore dit son dernier mot dans la mesure où, malgré la vigilance des forces de l'ordre et les graves sanctions encourues, continue par des astuces diverses à alimenter les demandeurs de devises. En effet,

Marché noir de devises : Etat des lieux après "l'opération coup de poing"

du côté de l'escadron de la Gendarmerie et dans les ruelles du marché de la capitale, les vendeurs sont toujours là. Leur stratégie n'est bien sûr plus la même. Ils opèrent désormais en ordre dispersé, se mêlent à la foule du marché et parviennent à faire leurs opérations en toute discrétion dans un coin sûr à l'abri du regard des curieux. Pour dénicher les éventuels acheteurs, un nouveau stratagème est mis à contribution et au lieu de crier derrière un éventuel acheteur on lui fait signe discrètement ou on l'aborde à voix basse.

D'autres vendeurs bénéficient de complicités au sein des forces de l'ordre et ils sont informés à l'avance à chaque fois qu'une descente est programmée. Donc, les plus téméraires parmi ces vendeurs de devises continuent leurs activités comme ce vieux que nous avons abordé et qui nous a livré sans aucune méfiance le cours du CFA qui se négociait ce dimanche à plus de 2.500 UM, ce qui confirme que sur le marché noir, les devises ont monté en flèche depuis la dernière opération coup de poing contrairement à ce qu'on pensait et à ce qu'on susurrerait. Si certains zélés du marché noir continuent à jouer avec du feu en s'exposant ainsi à la nouvelle réglementation pourtant draconienne et sans pitié pour les contrevenants, la majorité des anciens marchands de devises se terrent toujours dans l'ombre en attendant de voir comment la situation va évoluer. Ils espèrent que cette fermeté des autorités finira par s'éteindre, ce qui leur permettrait de revenir à leur commerce très lucratif. Mais ils risquent d'être déçus car si l'on en croit le directeur adjoint des douanes qui a été invité récemment à une table ronde à la Télévision Nationale, cette opération s'inscrit dans le long terme et la pression sera

maintenue. On ne permettrait plus une pagaille qui rend un très mauvais service à l'économie nationale et qui provoque une détérioration très sensible du pouvoir d'achat et de la qualité de vie des citoyens.

Reste que la mise hors jeu du marché noir a eu des effets inattendus. En effet, malgré une redynamisation des bureaux de change qui peuvent enfin jouer leur rôle de pourvoyeurs potentiels de devises, le problème de la disponibilité des monnaies étrangères est loin d'être réglé. Les quotas prévus par la BCM et mis régulièrement à la disposition de ces bureaux de change sont insignifiants vu l'importance de la demande en devises. Les sommes colossales qui sont encore détenues par certains vendeurs particuliers pèsent très lourdement dans la balance. Et malgré les injonctions de la BCM et les propositions tout à fait raisonnables ces vendeurs ne semblent pas prêts à coopérer et préfèrent certainement écouler leur marchandise dans un marché noir interdit mais où les taux sont beaucoup plus alléchants. De ce fait, le manque palpable de devises risque à court terme si une solution urgente n'est pas trouvée de porter un coup dur aux importations ce qui ne manquera pas de se répercuter dangereusement sur des prix qui ont déjà atteint les plus hauts sommets. L'Etat se doit donc d'agir et vite pour régler ce problème ce qui n'est pas impossible car selon l'un des responsables du service des changes de la BCM invité de l'émission susmentionnée, l'Etat dispose de plus de 8 mois de réserves en devises. Alors si tel est le cas, il est temps de faire recours à ce portefeuille.

BAKARI GUËYE